



Déclaration liminaire du SNUDI-FO 31 à la CAPD du 15 mai 2020

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames, Messieurs les Membres de la CAPD,

Il y a quelques jours, bon nombre d'écoles ont rouvert.

Si nous dénonçons la réouverture systématique des écoles le 11 mai, nous avons conscience que le confinement a plongé dans la précarité de nombreux travailleurs et de nombreuses petites entreprises. Les 20 000 morts, tous les chômeurs, toutes les victimes sanitaires et sociales, ne sont pas seulement les victimes du Covid. Elles sont d'abord les victimes du libéralisme. Il est un mal puissant qui doit être combattu et vaincu, tout comme le coronavirus,

La situation des hôpitaux français a révélé une nouvelle fois les conséquences dramatiques de ce qu'est l'austérité. Il n'est plus possible de continuer comme avant, de continuer cette politique de casse systématique des services publics que les français subissent depuis 40 ans.

Pourtant, au même moment, ce gouvernement a su dépenser « un pognon de dingue » dans des LBD de nouvelle génération, des gaz lacrymogènes toujours plus agressifs et dangereux... Il est vrai que depuis plus de deux ans ce gouvernement asphyxie ses opposants à coups de gaz... alors il ne pouvait donc prévoir l'achat de respirateurs...ou de masques pour protéger ses concitoyens.

Ce gouvernement multiplie par la parole les hommages aux personnels soignants. Mais comment ose-t-il ? Lui qui, il y a quelques semaines encore, n'avait comme seule réponse à apporter aux soignants que la matraque, les gaz lacrymogènes et les arrestations !

De ce sombre tableau il faut quand même trouver des points positifs .

« Il faut opposer au pessimisme de la raison l'optimisme de la volonté. » disait Gramsci. La gestion catastrophique de cette crise a contribué à amplifier le réveil citoyen. La soumission des médias mainstream aux injonctions d'un gouvernement aux ordres de la finance mondiale, un gouvernement usant de tous les ressorts de la propagande la plus honteuse pour essayer de faire accepter sa politique à grands coups de mensonges, un peuple sacrifié sur l'autel du profit, tout cela apparaît au grand jour. La colère n'est pas près de s'éteindre et c'est tant mieux.

La banque qui vit de l'intérêt, de l'usure, qui vit de notre argent, se prépare à nouveau à punir les peuples et les travailleurs par la paupérisation et la répression. Mais nous ne nous laisserons pas faire.

La souffrance est souvent l'occasion d'ouvrir les yeux, de réveiller les consciences. De plus en plus de Français sont conscients qu'un régime qui s'accommode des crises pour éteindre progressivement nos libertés individuelles par simples décrets, qui réprime systématiquement toute opposition, qui développe la surveillance numérique des masses, n'est plus qu'une dictature travestie en démocratie.

« Nous sommes en guerre » martelait Emmanuel Macron. En effet, depuis son élection ce gouvernement mène une guerre sociale sans merci contre les conquêtes sociales des travailleurs. M.Macron avait déjà commencé à tuer le code du travail lorsqu'il était ministre de François Hollande. Désormais il cherche à l'achever. Le MEDEF en rêvait. Le covid 19 s'apprête à le faire...

Mais dans chaque guerre, il y a des résistances, et Force Ouvrière est et sera toujours du côté de celle-ci.

Ainsi donc le 11 mai, une reprise progressive dans les écoles a eu lieu. Bien entendu, nous savons, et c'est normal, que les enseignants ont hâte de retrouver leurs élèves. Nous savons trop bien l'importance et le rôle de l'Ecole. Mais en faisant ce choix, M. Macron et M. Blanquer jouent avec la santé et la sécurité des personnels.

Personne n'est dupe. La réouverture, en premier, des écoles, n'a rien à voir avec les prétendues invocations sociales de M. Blanquer. Si ce gouvernement était soucieux des laissés pour compte, des défavorisés, il ne fermerait pas des postes dans les écoles, il ne laisserait pas des enfants sans enseignants pendant des semaines en raison d'une pénurie de remplaçants, il ne fermerait pas des hôpitaux, il ne réduirait pas à néant les acquis et les droits sociaux.

En choisissant d'ouvrir les écoles mais pas l'enseignement supérieur par exemple (les étudiants peuvent se garder tous seuls), il est très clair que ce qui prévaut pour ce gouvernement, c'est l'économie au détriment du sanitaire. Il faut que les travailleurs retournent au travail ! Qu'importe de les exposer ! Comment admettre que les rassemblements supérieurs à 10 personnes soient interdits car dangereux, quand le regroupement de 15 enfants dans une classe ne présente aucun risque ?

L'Ordre des Médecins dénonce d'ailleurs « un manque absolu de logique ».

L'OMS préconise, comme nous le réclamons depuis le début, un dépistage systématique pour sortir de la crise sanitaire. Pourtant, le gouvernement n'envisage pas de le mettre en place.

Et bien, non, nous, enseignants du SNUDI FO, refusons d'être la garderie du MEDEF !

Si l'aspiration à la reprise en présentiel par les enseignants est légitime, elle ne saurait se faire en les exposant comme des rats de laboratoire.

Dans les écoles, la colère et la révolte grondent chez les personnels.

Quel professionnel de l'éducation peut encore affirmer que les gestes barrières pourront être appliqués et respectés compte tenu de l'âge des enfants ? Evidemment, personne.

Nous craignons que rouvrir les écoles dans de telles conditions ne puisse conduire qu'à une nouvelle flambée épidémique. S'acharner à vouloir rouvrir coûte que coûte les écoles, c'est faire des enfants et des enseignants de la chair à canon. Il n'y a que des êtres aussi dénués de moralité que Clémenceau ou Macron pour mettre les enfants en première ligne dans une guerre...fut elle sanitaire.

Les autorités sont prévenues des conséquences potentiellement graves que peut avoir la réouverture des écoles dans de telles conditions. Elles ne pourront pas dire qu'elles n'ont fait qu'appliquer les ordres, qu'elles ne savaient pas. La réouverture des écoles fait courir le risque irresponsable d'une seconde vague meurtrière !

Nous rappelons l'avis voté par notre organisation syndicale en CHSCT M qui « demande un dépistage généralisé aux personnels et aux élèves comme préalable à toute reprise d'activité ».

Aucune reprise ne peut se faire sans dépistage généralisé et systématique des personnels et des enfants. Toutes les mesures de protection nécessaires (équipement de protection à hauteur des besoins, mise à disposition de masque FFP2, désinfection totale des locaux, tests quotidiens sur tous et pas seulement sur les personnes présentant les symptômes...) doivent être mises en œuvre.

Telle qu'organisée, la reprise en présentiel fait peser une responsabilité terrible sur les personnels.

Le protocole prévu demande aux directeurs et aux enseignants de mettre en œuvre l'impossible. Sans parler des modalités d'organisation demandées qui bafouent allègrement les obligations réglementaires de service ! Ce que veulent les collègues ce ne sont pas des conseils pédagogiques, mais pouvoir exercer leur métier d'enseignant, avec leurs élèves, pas faire de la garderie. Or les collègues sont soumis à des pressions et à des injonctions des mairies. Leurs obligations de service sont remises en cause, leurs missions aussi. Pour le gouvernement, la crise sanitaire est l'occasion d'accélérer la déréglementation de notre métier et les processus de

territorialisation. FO soutiendra tous les collègues pour que leurs droits soient respectés.

Certaines organisations syndicales ont clairement fait le choix d'entrer dans la co-organisation de la reprise, pour l'élaboration d'un protocole impossible à appliquer par les personnels. Une alternative se pose pour les enseignants : ne pas faire appliquer les gestes barrières mais risquer sa santé et celle des élèves, ou bien imposer un protocole que nous n'accepterions même pas pour des détenus. Nous sommes des enseignants, pas les surveillants d'une garderie carcérale !

C'est dans un tel contexte que se tient cette CAPD. Là encore, les conséquences de l'austérité voulue par le libéralisme se font sentir. De nombreux collègues souhaitent partir en formation. Mais ils ne seront que 19 cette année. Les autres enseignants obtiendront-ils des temps partiels ? Cela ne sera pas possible pour la plupart... et oui c'est l'austérité...

Dans une telle situation, nous vous le demandons solennellement, il est plus que nécessaire d'accorder de nombreuses demandes de CFP et d'accorder toutes les demandes de temps partiel. Cela serait déraisonnable pensez-vous ? Non, M. l'Inspecteur d'Académie, ce qui est déraisonnable c'est la politique de ce gouvernement qui prive bon nombre de personnels de leurs droits, qui prive les organisations syndicales du contrôle d'un mouvement qui s'annonce apocalyptique en raison des nombreuses erreurs et injustices qui auront lieu. La formation continue est très en dessous des attentes réglementaires. Quant à la perspective de formation pendant les congés, c'est une provocation et un mépris supplémentaire à l'égard des personnels. Le SNUDI FO revendique une formation sur le temps de travail, et dont les volumes respectent la réglementation. Les collègues ne doivent plus attendre 5 ans pour partir en CFP.

FO continuera de lutter et sera toujours là pour défendre les collègues face à cette politique qui bafoue les droits et qui met tout simplement en danger les personnels.